

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 24 septembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 2 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le premier octobre, à 18h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire du Conseil, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme CAYOUX - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme TORRES à M. KHALID
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à M. BALABAN

ABSENTS :

- Mme BAYRAM
- Mme HENRY
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :
**Exercice des mandats municipaux – Compensation financière
des pertes de revenus des élus salariés**

OBJET :
**Exercice des mandats municipaux – Compensation financière
des pertes de revenus des élus salariés**

Directeur de secteur : Pascale TRATNJEK

Service : Affaires générales

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK

Mme HEUGUES : Madame HEUGUES rappelle que l'employeur d'un salarié membre d'un conseil municipal est tenu de lui laisser le temps nécessaire pour se rendre et participer à un certain nombre de réunions liés à ses fonctions d'élu.

Dans la mesure où l'employeur n'est pas tenu de rémunérer ces heures d'absences, Madame HEUGUES explique que le Code général des collectivités territoriales (article L2123-3) prévoit la possibilité pour la commune de mettre en place une compensation financière des pertes de revenus subies par les conseillers municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée ou non salariée et qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction, du fait de l'usage de leur droit à autorisation d'absence.

Cette compensation intervient lorsque la perte de revenus résulte :

- de la participation des intéressés aux séances et réunions précitées ;
- ou, s'ils ont la qualité de salarié, de l'exercice de leur droit à un crédit d'heures, ou, s'ils détiennent une activité professionnelle non salariée, du temps consacré à l'administration de la commune et à la préparation des réunions des instances où ils siègent, dans la limite du crédit d'heures prévu pour les conseillers de la commune.

Madame HEUGUES précise que cette compensation est limitée à soixante-douze heures par élu et par an. Chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à 1,5 fois le SMIC horaire brut (qui est au 1^{er} janvier 2024 à 1 766,92 € mensuels, tarif horaire brut : 11,65 €) selon l'article L2123-3 du CGCT.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux élus municipaux qui ont la qualité de fonctionnaire, et aux agents contractuels de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs.

Comme le précise l'article R2123-11 du code précité, les élus concernés doivent par conséquent fournir à la collectivité les documents justifiant de la diminution de leur rémunération ou de leurs revenus, dans les conditions suivantes :

- l'élu qui a la qualité de salarié doit justifier auprès de la collectivité concernée qu'il a subi une diminution de rémunération du fait de sa participation aux séances ou réunions mentionnées à l'article L2123-1 et de l'exercice de son droit au crédit d'heures prévu par les articles L2123-2 et L2123-4 ;
- l'élu qui n'a pas la qualité de salarié doit justifier de la diminution de son revenu du fait de sa participation aux séances ou réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 et, dans les limites du crédit d'heures prévues pour les conseillers de la commune, du temps qu'il consacre à l'administration de sa collectivité et à la préparation des réunions des instances où il siège.

Je vous propose donc, si vous en êtes d'accord :

- D'AUTORISER la compensation de la perte de revenus pour les élus ne bénéficiant pas d'indemnités de fonction, dans les limites réglementaires prévues au Code général des collectivités territoriales (articles L2123-3 et R2123-11), les élus concernés devant fournir à la collectivité les documents justifiant de la diminution de leur rémunération ou de leurs revenus, dans les conditions obligatoires ;

- DE DIRE que les dépenses correspondantes seront prévues au budget de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2123-1, L2123-3 et R2123-11,

CONSIDERANT le souhait de la municipalité de favoriser, pour les élus, la conciliation de l'exercice de leur mandat municipal avec leur activité professionnelle,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE la compensation de la perte de revenus pour les élus ne bénéficiant pas d'indemnités de fonction, dans les limites réglementaires prévues au Code général des collectivités territoriales (articles L2123-3 et R2123-11), les élus concernés devant fournir à la collectivité les documents justifiant de la diminution de leur rémunération ou de leurs revenus, conditions obligatoires,

DIT que les dépenses correspondantes seront prévues au budget de la commune

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	29	
Votes contre	0	
Abstentions	1	- M. Jolivet

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUPPLEANT
LA 1^{ère} ADJOINTE

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

Mme Marie-Madeleine HENGUES



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241003-DEL_2024_1009B-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2024